

Inviter plus de voix à la table

L'importance d'un nouveau mécanisme de gouvernance

« Ce dialogue, riche de plusieurs points de vue, va mettre de l'avant des idées novatrices et des pratiques exemplaires ainsi qu'établir les bases pour une meilleure collaboration entre les gouvernements, les intervenants, les organisations communautaires, les peuples autochtones et les citoyens en ce qui a trait aux enjeux actuels et futurs de l'alimentation. »
Site Internet du Sommet de l'alimentation du Gouvernement du Canada



Actuellement, les programmes et les politiques liés à l'alimentation sont déconnectés, le processus de prise de décision n'est pas transparent et il n'y a que peu de voix à la table qui ne proviennent pas de l'industrie, particulièrement en ce qui concerne les politiques agricoles (sous lesquels est absorbé l'agroalimentaire). Ce manque de coordination et de transparence a ébranlé la confiance du public envers notre système alimentaire.

Afin de rétablir la confiance du public et d'apporter les changements nécessaires à notre système alimentaire, il nous faut des mécanismes permettant aux divers intervenants de contribuer à la fois à la création des politiques et à leur bonne gestion. La clé d'un processus multipartite repose dans l'engagement à proposer des formes de participation significative et profonde, appuyée par une mise en œuvre transparente et responsable. Lorsque les acteurs du système alimentaire de partout au pays et de tous les secteurs se sentiront impliqués à l'égard de la politique alimentaire, et lorsque le gouvernement aura mis en place des mécanismes appropriés pour consolider et analyser les conversations, nous pourrons susciter davantage de changements systémiques.

En associant différents secteurs et diverses structures autour d'une approche politique exhaustive et ouverte, le Canada peut bâtir un système alimentaire qui permette à tous d'accéder à une alimentation nutritive et qui soit à la fois écologiquement durable, économiquement dynamique et axé sur la santé. Nous avons besoin de mécanismes de gouvernance novateurs qui permettent aux différents intervenants de contribuer à la création des politiques, à l'adoption d'un ensemble de priorités communes et à la gestion continue de notre système alimentaire.

Statistiques essentielles

Seul 30% des Canadiens croient que le système alimentaire est sur la bonne voie, 50% sont incertains, et 20% croient qu'il est sur la mauvaise voie.¹

Seul 35% des Canadiens voient le gouvernement d'un œil favorable et seul 30% des Canadiens voient les associations de l'industrie alimentaire d'un œil favorable.²

Pour la toute première fois, 16 départements gouvernementaux, présidé par Agriculture et Agroalimentaire Canada, sont réunis pour discuter de la politique alimentaire.³





Ce qui doit être fait

À court terme, le gouvernement canadien doit s'assurer que les consultations sur la politique alimentaire soient accessibles et exhaustives, et que des mesures spéciales soient prises pour entendre les voix des gens en situation d'insécurité alimentaire, des communautés autochtones, des communautés nordiques, des jeunes et des organisations de la société civile. Le gouvernement doit écouter activement une diversité d'intervenants et soutenir les initiatives novatrices qui visent à éliminer les obstacles à la gouvernance. Ceci doit se poursuivre au-delà de la courte période de consultation officielle (qui se terminera d'ici la fin septembre 2017).

La politique, qui sera lancée en 2018, devrait être accompagnée d'un mécanisme de gouvernance permanent permettant des discussions multipartites sur les enjeux de la politique alimentaire. Ce mécanisme pourrait être une loi du Parlement ou le lancement d'un processus qui inclurait éventuellement une nouvelle loi. Son mandat exact, ses mécanismes et sa responsabilité envers le Parlement pourraient alors être examinés. Un mandat à long terme, se mesurant en décennies et non en années, doit être attribué à ce nouveau mécanisme de gouvernance. Le Réseau pour une alimentation durable fait partie d'un groupe de travail multipartite dont l'objectif est de trouver un consensus sur les différents mécanismes de gouvernance possibles. Nous avons proposé la mise sur pied d'un Conseil national de la politique alimentaire.⁴

Les conseils consultatifs nationaux sont relativement peu coûteux. Par exemple, les dépenses nettes de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie dans sa dernière année d'activité (2011-12) se chiffraient à 6 932 957\$. Ces dépenses couvrent non seulement les rencontres du conseil mais aussi les travaux de recherches sur les questions relatives aux priorités gouvernementales.

Actions prioritaires pour la politique alimentaire

Créer un organe de gouvernance multipartite (tel qu'un Conseil national de la politique alimentaire) qui rassemblerait les divers intervenants du système alimentaire afin d'aider le gouvernement à prendre des décisions sensées et avisées concernant la nourriture que nous consommons.

S'assurer que les mécanismes de gouvernance ont les ressources suffisantes pour garantir une participation significative des intervenants ainsi qu'une responsabilité et une mise en œuvre globale.

S'assurer que les mécanismes de gouvernance ont un budget suffisant pour leur permettre de recommander et de mettre en œuvre des programmes et des innovations dans le domaine de l'alimentation qui répondent aux priorités définies dans la politique.





Ressources clés

Projet Une politique alimentaire populaire (2011). Démocratie alimentaire et gouvernance, Du pain sur la planche: Une politique alimentaire populaire pour le Canada, Réseau pour une alimentation durable.

Sasha McNicoll. More Voices at the Table: The Case for a National Food Policy for Canada. Réseau pour une alimentation durable.

Réseau pour une alimentation durable. National Food Policy Council of Canada Act.

Harper et al (2009). Food Policy Councils - Lessons Learned. Food First.

The Canadian Centre for Food Integrity. 2016 Canadian Public Trust Research.

MacRae, R. (2011). A Joined Up Food Policy for Canada. Journal of Hunger & Environmental Nutrition, 6(4), 424-457.

¹ The Canadian Centre for Food Integrity (2016). 2016 Canadian Public Trust Research. <http://www.farmfoodcare.org/canada/wp-content/uploads/2016/05/2016-Public-Trust-Research-Report.pdf>

² Ibid.

³ Gouvernement du Canada (2017). Apprenez-en plus. <https://www.canada.ca/fr/campagne/politique-alimentaire/apprenez-en-plus.html>

⁴ Voir MacRae (2016). Un conseil de la politique alimentaire pour le Canada ⁵ Bengtsson et al. (2005). The effects of organic agriculture on biodiversity and abundance: a meta-analysis.

